

Conférence du samedi 3 décembre 2022

Commémoration du rapport MEADOWS de 1972 à Stockholm

En cette année 2022 la toute première conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972 aurait dû être célébrée avec faste. A cette occasion, le rapport MEADOWS avait été présenté au 195 chefs d'Etat et de gouvernement présents. Paru à Paris au mois de mars de la même année sous le titre « Les limites de la croissance », ce rapport a fait l'effet d'une bombe. Rédigé par quatre chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Donella Meadows, Dennis Meadows, Jordan Randers et William Behrens, ce rapport donne une base scientifique aux inquiétudes liées à l'évolution incontrôlée des cinq paramètres déterminants pour l'avenir de l'humanité : l'accélération de l'industrialisation ; la croissance de la population ; l'extension de la malnutrition ; la réduction des ressources non-renouvelables ; et la détérioration de l'environnement.

L'étape suivante pour les chercheurs, c'était l'étude des variations des 5 paramètres et leurs interactions. Il formule donc plusieurs scénarios qui finissent tous par se heurter à des limites qui stoppent les processus de croissance.

Dans le scénario « standard », c'est-à-dire sans changement majeur dans le système actuel, la croissance de la population et de la production industrielle sera certainement stoppée au plus tard dans le cours du 21^e siècle par manque de ressources.

Dans le scénario le plus optimiste, supposons des ressources illimitées, un contrôle de la pollution, une croissance de la production alimentaire et un contrôle des naissances, la croissance incessante de la production et de la consommation se heurtera avant 2100 à trois crises simultanées :

1. Surexploitation des sols entraînant érosion et baisse de la production alimentaire.
2. Surexploitation des ressources par une population mondiale à haute consommation.
3. Explosion de la population entraînant une hausse de la mortalité.

Pour eux, l'humanité est donc à l'heure des choix, ce qui entraînera de profonds changements dans les structures économiques et sociales.

En dépit des conclusions de ce rapport déjà vérifiées aujourd'hui, il a pourtant fait l'objet de très vives critiques de la part des économistes, en particulier du chantre de l'économie libérale, Friedrich Hayek qui a fustigé l'énorme publicité donnée récemment par les médias à un rapport se prononçant au nom de la science sur « les limites de la croissance », il a également critiqué le silence de ces mêmes médias sur les critiques dévastatrices que ce rapport a suscitées de la part des experts compétents.

Malgré cette levée de bouclier de la part des économistes, un peu plus de 30 ans plus tard, en 2004, il a eu une nouvelle édition où les conclusions sont les mêmes qu'en 1972 en beaucoup plus pessimistes.

Pour clôturer ce chapitre sur le rapport Meadows je voulais vous citer un extrait d'une interview de Jordan Randers, âgé aujourd'hui de 76 ans.

Question du journaliste :

« L'humanité a-t-elle appris quelque chose de votre rapport, 50 ans après sa publication ? »

Réponse de JR :

« C'est déprimant de le constater, mais je crois que non. Nous avons réussi à toucher 5 % des occidentaux pas plus. Les pays du Sud eux, n'avaient de toute façon rien à tirer de notre travail puisque celui-ci démontre que le problème vient des pays riches » et il poursuit « je suis un homme déprimé qui garde le sourire. Avec mes collègues, nous avons passé toutes ces années à essayer de faire comprendre le problème aux citoyens des pays développés mais de toute évidence, ça n'a pas fonctionné. »

Quelle importance l'ONU a-t-elle accordé au rapport MEADOWS ?

Nous tenterons de répondre à cette question en regardant les résultats de quelques-unes de ces conférences des parties (COP).

Depuis 1995, cette conférence – que je qualifie personnellement de grand'messe- se tient chaque année dans un pays différents. Cette année c'était en Egypte à Charm-El- cheik. Comme nous le savons, l'un des principaux enjeux de ces conférences c'est la lutte contre le réchauffement climatique. Le sommet d'Egypte a rehaussé l'ambition de la conférence e en entérinant la création d'un fonds de compensation des dégâts climatiques subis dans les pays du Sud, mais elle ne ferme pas la porte à la consommation d'énergies fossiles. Il faudra investir collectivement 4000 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour espérer atteindre la neutralité carbone vers 2050. Cependant on a l'impression que les participants reprennent les mêmes engagements qui, de toute façon, ne seront pas tenus puisqu'ils ne sont jamais contraignants. Ce n'est pas un hasard que le Général de Gaulle avait surnommé l'ONU « ce machin ». Alors un exemple du peu d'engagement de l'ONU elle-même : le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors de la trop modeste commémoration de la conférence de Stockholm qui s'est tenue au mois de juin de cette année. « Le sens de l'urgence dans le débat a bien sûr pâti

de la guerre en Ukraine ». Vous voyez bien que l'Ukraine a bon dos. Et Le directeur du programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) de lui emboiter le pas en s'écriant : « C'est pourquoi à Stockholm il nous faut des actions audacieuses ! ». Tiens ! Tiens ! On y n'avait pas pensé !

De toutes les manières, étant donné la conception néo-libérale du développement économique des pays du Nord, en particulier, il ne fallait pas s'attendre à autre chose que les catastrophes auxquelles le monde est confronté aujourd'hui. Vous avez vu comme moi que les 9 premiers mois de cette année ont enregistré des vagues de chaleur extrêmes, des sécheresses historiques, des inondations particulièrement dévastatrices et des incendies on ne peut plus ravageurs.

Peut-être en aurait-il été autrement si les dirigeants tenaient compte des recommandations du GIEC (Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat) qu'ils ont pris la peine de constituer depuis 1988.

Bref, ces COP, disais-je il y a un instant, sont donc organisées chaque année depuis 1995 avec une régularité de métronome sous l'égide de l'ONU.

Pour y participer, il faut avoir signé le CCNUCC (Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique).

Pour vous entretenir quelques instants de ces fameuses COP, dont beaucoup se ressemblent, nous allons en choisir deux ou trois qui ont marqué les participants eux-mêmes. Elles ont une caractéristique particulière : elles sont répétitives. Prenant par exemple la COP de Rio de 1992 connu sous le nom « Le sommet de la Terre », elle témoigne de deux grandes préoccupations : la détérioration de l'environnement et de sa capacité à entretenir la vie d'une part, et d'autre part l'interdépendance, de plus en plus manifeste, entre le progrès économique à long terme et la nécessité de protéger l'environnement. Et que croyez vous qui

se passe 20 ans après au Sommet de la Terre à Rio en 2012 ? L'accord renouvèle les engagements déjà pris lors des précédents sommets et fixe un cadre d'actions prioritaires pour l'éradication de la pauvreté et la protection de l'environnement. Le petit plus a été la création d'un groupe pour le développement durable. La deuxième COP sur laquelle j'aimerais attirer votre attention c'est celle de 1997 qui a été organisée à Kyoto au Japon (Protocole de Kyoto) où il est question pour la première fois d'imposer des obligations aux signataires de la conférence de Rio de 1992 en l'occurrence de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre. De plus les pays industrialisés s'engagent à diminuer entre 2008 et 2012 de 5,2 % par rapport au niveau de 1990 les émissions des gaz les plus polluants :

//// à rajouter des informations.

En définitive ce protocole n'a été que peu contraignant. Il a été signé par les participants mais beaucoup d'entre eux ne l'ont jamais ratifié. Quant à celle de 2009 à Copenhague (Danemark) elle mérite d'être signalée également pour la bonne et simple raison qu'elle a fait un flop. Non seulement il n'y a eu, une fois de plus, aucune mesure juridiquement contraignante mais elle s'est terminée par de vagues promesses de recherche d'énergies renouvelables et sur le désir de ne pas dépasser le réchauffement climatique de plus de 2 % à l'horizon 2100.

Pour clôturer le chapitre sur les COP, je vais vous évoquer celle qui tient le pompon c'est celle de Paris en 2015 la COP21. Considéré par les participants comme un accord historique, il devait obtenir de ces dernières au terme d'après négociations qu'ils s'engagent à contenir le réchauffement climatique bien en-dessous de deux degrés, voire à le limiter à 1,5°C d'ici à 2100 par rapport aux niveaux préindustriels et atteindre la neutralité carbone en 2050. Malheureusement les prévisions du GIEC Indique une probable augmentation

jusqu'à plus 3,5 degrés C° en 2100. Nous sommes donc très loin de l'objectif fixé. Et puis, depuis quelque temps, il y a un élément qui est apparu dans ces réunions-là c'est le désaccord entre les pays industrialisés qui sont historiquement responsables du réchauffement climatique et les pays émergents qui n'entendent pas réduire leur rythme de croissance.

En outre, le réchauffement climatique étant une affaire planétaire les pays riches sont sollicités aujourd'hui à hauteur de 100 milliards de dollars par an pour aider les pays pauvres à mener ce combat-là. Les pays riches traînent les pieds évidemment.

Après vous avoir présenté très succinctement le fonctionnement des COP je pense qu'il conviendrait maintenant de mettre en évidence le travail accompli dans ce domaine (environnement, réchauffement climatique, biodiversité etc.) par l'un des pays riches appartenant au G7, évidemment j'ai choisi la France. Pour ne pas aller dans les statistiques qui sont plutôt difficiles à retenir, j'ai préféré me pencher sur la manière dont les différents présidents ont appréhendé la question, attendu qu'en général, c'est le chef de l'état qui fixe le cap.

Par exemple on peut considérer que François Mitterrand expose globalement sa vision de l'écologie dans l'allocution qu'il a prononcée lors du colloque « Ecologie et Pouvoir » organisé par le secrétariat d'Etat à l'environnement au mois de décembre de 1989 au parc océanique Coustaud à Paris. Il y développe de belles idées dont j'ai retenu celle-ci : « sauver la nature, préserver ses équilibres, c'est aussi sauver et préserver l'homme ». Alors tout cela est très bien...Qu'est ce à dire du comportement qu'il a eu à l'égard de l'organisation Green Peace quelques années auparavant pour décider de détruire leur bateau dans le port d'Oakland en Nouvelle Zélande. RECIT

Jacques Chirac lui a été plus populiste, peut-être même plus populaire en tout cas, plus fin dans cette affaire d'environnement.

Au sommet de la terre à Johannesburg en 2002, la première phase de son discours à fait mouche : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Par exemple, il a soutenu, lors de sa campagne présidentielle en 2002 qu'une révolution écologique s'imposait d'une ampleur comparable à la révolution industrielle que nous avons connue. Il a, en effet, présenté ce qu'il a estimé devoir être les priorités sur la question sous forme de chantier.

Chantier n°1 : Le changement climatique qui nous menace d'une tragédie planétaire.

Chantier n°2 : L'éradication de la pauvreté. « A l'heure de la mondialisation la persistance de la pauvreté de masse est un scandale et une aberration. L'aide au développement doit être augmenté pour atteindre dans les dix ans au plus tard 0,7 % du PIB.

Chantier n°3 : La diversité biologique et la diversité culturelle sont toutes deux menacées.

Chantier n°4 : Le mode de production et de consommation : Avec les entreprises il faut mettre au point des systèmes économes en ressources naturelles, économes en déchets et économes en pollution.

Chantier n°5 : La gouvernance mondiale pour humaniser et maîtriser la mondialisation.

Sarkozy lui, son truc c'était la Grenelle de l'environnement : une révolution de nos façons de penser, de nos façons de décider, une révolution de nos comportements, dans nos politiques, dans nos objectifs et dans nos critères.

Quant à François Hollande, son bilan dans ce domaine a été qualifié de « bilan des espoirs déçus » car lui aussi voulait faire de la France la nation de l'excellence environnementale. Malheureusement, il a lui-même scié la branche sur laquelle il était assis.

Ces deux premières ministres de l'écologie qui se sont succédées, Nicole Bricq et Delphine Bato ont été limogées assez rapidement sous la pression des lobbies ; et Ségolène Royale était active mais trop touche à tout pour être suffisamment efficace. (Commentaire :Vente de l'usine géothermique de Bouillante, alliée à son collègue E.Macron, à l'époque ministre de l'économie et des finances.

Emmanuel Macron n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs :Il sait faire de beaux discours et de belles promesses mais tenir ses engagements c'est tout autre chose. En 1 ou 2 minutes voici les objectifs qu'il s'était fixés pour son quinquennat :

1. Sortir la France des énergies fossiles et fermer toutes les centrales à charbon.
2. Aller vers une production équilibrée et sans carbone.
3. Faire de l'économie circulaire et du recyclage un nouveau modèle économique.
4. Protéger la santé et l'environnement des Français (l'hôpital n'a jamais été aussi malade qu'aujourd'hui).
5. Accompagner l'ensemble du pays dans la transition écologique et énergétique.
6. Préserver la planète : les enjeux écologiques sont désormais des enjeux géostratégiques et diplomatiques.

Quels engagements a-t-il pu honorer dans tout cela ?

Les centrales à charbon n'ont pas été fermées, la France continue d'accorder des milliards d'euro aux énergies fossiles au détriment des énergies renouvelables.

Les émissions de GES dues au transport ont stagné alors qu'il y a urgence à les réduire drastiquement.

Bref, le Conseil d'Etat a même jugé nécessaire de mettre l'Etat en demeure de prouver sur trois mois à compter de la mi-novembre l'efficacité de ses politiques publiques en vue de remplir ses engagements.

COCLUSION. 7e pays le plus riche du monde économiquement, et 9e des plus pollueurs, la France est l'un des pays responsables de la crise climatique. Elle doit donc jouer un rôle beaucoup plus important dans sa réduction en montrant l'exemple sur le plan national et en développant une politique internationale, à la hauteur des enjeux.

Une amélioration semble être amorcée, grâce à un cadre réglementaire et des objectifs politiques plus ambitieux, par exemple, ceux de la croissance verte, juridiquement contraignants.

Bernard BARRY Pour le CIPPA.

Laurentie B., 03/12/22